

### Les crédits

lien plus direct avec les organismes de femmes tant au niveau local, régional que national, de même avec les organismes non gouvernementaux et les universités. Ce qui est le plus important c'est que je garderais les 700 000, où le député du Bloc a été estomaqué, mais je veux que vous ayez la paix, ne vous inquiétez pas, les montants d'argent qui étaient alloués au Conseil consultatif pour la situation de la femme vont servir à la recherche par Condition féminine Canada et par les regroupements féminins, par les universités et par les organismes intéressés.

On va voir et on va consulter sur le mécanisme de répartition, mais les sommes d'argent utilisées pour la recherche indépendante seraient et sont visées, et c'est une promesse que j'ai faite hier. La recherche serait entreprise indépendamment du gouvernement et les données seraient publiées dans l'intérêt des femmes, pour les femmes, et la recherche ne serait pas touchée par le gouvernement.

J'avais besoin de cela. Croyez-vous que je vais enlever cela aux regroupements féminins? Non, c'est pour jouer à la petite politiciannerie que vous avez commencé cela. Je dois dire que ce mécanisme, pour ma part, serait bien plus efficace à ce moment-ci. Je trouve étrange que ma collègue de l'opposition critique le geste du gouvernement fédéral alors que la province de Québec a récemment restructuré son propre ministère de l'égalité des femmes et elle a été moins intéressée à le critiquer. Cela m'encourage qu'elle démontre un intérêt en profondeur de la situation de la condition féminine au Canada, et félicitations pour votre évolution, madame.

Je dois ajouter aussi qu'en clarifiant les points au sujet de la consolidation de Condition féminine Canada que ce soit net et clair que c'est dans le meilleur intérêt de servir les femmes.

• (1545)

Je sais que certaines ont exprimé l'inquiétude qu'en intégrant le Conseil consultatif à mon ministère, cela signifie qu'essentiellement, le gouvernement se servirait lui-même. Loin de là! Moi, je ne serai pas ministre toute ma vie et j'ai travaillé trop longtemps pour couper l'herbe sous le pied des femmes, indépendamment du gouvernement. J'ai vécu dix ans de gouvernement de l'autre côté de cette Chambre pour savoir comment on peut tricher les femmes et tricher les intérêts. They are smoke and mirrors; ce sont des politiques qui ne nous ont pas bien servis. Et ce n'est pas ce qu'on fera de ce côté, en gouvernant.

Le gouvernement compte sur le public, sur les associations féminines, pour surveiller notre travail et nous faire part de leurs opinions sur notre performance. Je dois vous dire que j'ai voyagé, depuis ma nomination, j'ai rencontré plusieurs femmes partout au Canada, plus d'une centaine de regroupements. J'ai présidé le comité de travail sur la garde d'enfants. J'ai été à l'écoute, ce gouvernement est à l'écoute. Au Cabinet, on discute des intérêts de la femme et ça va continuer comme ça.

Nous avons un réseau maintenant très diversifié, très compétent de personnes qui peuvent venir témoigner devant nous, que ça soit sur les questions de la violence ou autre. Le ministre de la Justice et moi avons fait une table ronde à cet égard. Quarante

groupes sont venus. Il y avait 70 personnes. On a défrayé le coût pour cette consultation, pas le Conseil consultatif.

Quand le ministre du Développement des ressources humaines a effectué ses consultations, on a convoqué un groupe de travail. Cela coûte de l'argent, oui, mais je le voulais. Quand il s'agissait du Budget, j'ai reçu le coup de téléphone pas plus tard que trois heures après le dépôt du Budget pour obtenir la permission d'effectuer une consultation partout au Canada.

Avec ce changement, on n'aura pas seulement un grand bureau ici à Ottawa, un bureau installé à Montréal et un bureau à Vancouver. Non. Les nominations de femmes nommées par le gouverneur en conseil, tout ça, c'est terminé. Ces bureaux seront fermés, mais dans chaque région du Canada, dans chaque grande ville, on a des femmes qui travaillent en lien étroit avec la population, des femmes qui savent qui devrait être financé et qui ne devrait pas l'être. Elles sont en mesure de faire des regroupements, ce qu'elles ont fait pour moi jusqu'à maintenant, pour que je puisse rencontrer les gens.

Je viens de rencontrer la Fédération des femmes du Québec, le RESO, la Coalition sous Charlotte Thibeault. Elles m'ont mentionné le fait qu'elles font la recherche sur les questions qu'elles apportent, mais elles ne sont pas impliquées dans la recherche et elles se plaignaient beaucoup sur la façon dont on faisait la recherche. Maintenant, j'ai dit que la recherche va être faite selon les besoins identifiés par les regroupements féminins et les universitaires et le choix de qui va le faire va être le leur et puis les résultats vont être publiés.

Cela ne vous va pas? Tant pis, parce que pour moi, c'est ainsi que cela doit fonctionner. En consultation avec les regroupements féminins, on va établir le processus. C'est ce que vous voudriez, mais moi, je sais que c'est la meilleure façon pour les femmes. Je trouve qu'en voyant le travail que les femmes ont effectué par le biais de leurs interventions pour la préparation pour Beijing, nous avons ici certains acquis, il y a encore beaucoup de problèmes, mais on a des acquis. Les femmes sur ce comité ont consulté 2 500 femmes à travers le Canada. Elles ont rédigé des réponses, elles ont aidé la condition féminine à améliorer le document de plan de travail.

Je trouve que notre lien, la coopération, la considération mutuelle qu'on a établis de plusieurs façons est dans l'intérêt de tout le monde.

• (1550)

Comme ça, on va améliorer la recherche, on va améliorer la consultation. Ce sera bien plus direct. On aura un guichet unique, la recherche serait faite à l'extérieur, de façon indépendante, et tout ce qui concerne la bibliothèque, etc., sera étudiée aussi, ainsi que la distribution, parce qu'on va maintenant utiliser toutes sortes de nouvelles technologies. Les femmes sont assez avancées dans ce domaine.

Je sais que certaines personnes croient qu'on a coupé la voix d'une association féminine importante et qu'elle a été réduite au silence. Ce n'est pas vrai. Cette affirmation n'apporte que de la confusion. Cet organisme à qui on a fermé la boîte est subventionné à 100 p. 100 par le gouvernement fédéral.